

Le Premier ministre a annoncé une accélération de la sortie du gaz dans le bâtiment sans concertation ni analyse complète des impacts. Cette décision, dictée par le contexte géopolitique, fait peser des risques sur l'équilibre du système énergétique, les coûts de la transition et la sécurité d'approvisionnement.

Le rôle essentiel du gaz dans le système énergétique

Le système électrique français est marqué par de fortes variations de consommation. Fondé sur le principe du merit order, il mobilise en priorité le nucléaire et les renouvelables tandis que les pointes sont assurées par l'hydraulique et les centrales thermiques. Dans ce cadre, le gaz joue un rôle clé : énergie stockable et flexible, il permet de répondre rapidement aux pics de demande, notamment en hiver, et garantit la stabilité du réseau.

Une transition énergétique mal orientée

Remplacer massivement les chaudières gaz par des solutions tout électriques accroît la pression sur un réseau déjà contraint. Les PAC hybrides, combinant gaz et électricité, constituent une solution pertinente : elles apportent flexibilité, sécurisent l'approvisionnement et limitent les tensions en période hivernale, dans l'attente de nouvelles capacités nucléaires (EPR après 2035). Les travaux récents sur les complémentarités énergétiques montrent que l'association gaz, électricité et renouvelables est indispensable pour assurer la stabilité du système et atteindre les objectifs climatiques.

Un risque de dépendance stratégique

La réduction du gaz ne supprime pas les dépendances. Elle les déplace. Aujourd'hui, la Chine contrôle une part majeure des chaînes d'approvisionnement des technologies bas-carbone (panneaux solaires, batteries, PAC, éolien). Cette dépendance, plus concentrée et difficilement substituable, constitue un risque stratégique majeur pour la France.

Le potentiel du gaz renouvelable

Le biométhane offre une opportunité concrète de souveraineté énergétique et de soutien au monde agricole. Issu de la méthanisation, il valorise les déchets, réduit l'usage d'intrants chimiques et génère des revenus complémentaires. Son potentiel est estimé entre 70 et 150 TWh d'ici 2050, soit jusqu'à 40% de la consommation nationale. D'autres technologies de gaz renouvelables ou bas-carbone restent sous-développées faute de soutien alors qu'elles pourraient permettre d'atteindre un mix gazier entièrement décarboné à horizon 2050.

Les priorités pour GRDF : emploi, service public et vision d'avenir

Dans un contexte énergétique incertain et évolutif, GRDF doit faire des choix stratégiques responsables. Les orientations actuelles ne peuvent se limiter à une logique de remontée de dividendes vers la maison mère au détriment de l'emploi, des compétences et du service public. Les stratégies énergétiques évoluent rapidement, et tout indique que le gaz, indispensable à l'équilibre des pointes et à la stabilité du système, restera un pilier du mix énergétique. GRDF doit donc être en capacité d'y répondre. Cela passe par le maintien et le développement des emplois, la transmission des savoir-faire et la sécurisation des parcours professionnels. Les agents ne peuvent être considérés comme une simple variable d'ajustement au service de la rentabilité financière. Depuis 2008, l'entreprise a déjà largement contribué à la rémunération des actionnaires. Il est désormais prioritaire de garantir un avenir stable aux salariés qui font vivre l'entreprise au quotidien et assurent un service public de qualité et reconnu.

L'urgence climatique : une réalité connue, pas une surprise

Le mois dernier, nous avons connu notre première canicule, de plus en plus précoce, confirmant une tendance lourde : des hivers plus courts, des automnes plus tardifs, et des dérèglements climatiques qui s'intensifient, avec des impacts déjà visibles sur le climat, la biodiversité et nos conditions de vie. Depuis plus de 30 ans, les scientifiques alertent, documentent et expliquent ces évolutions. Les connaissances existent, les scénarios sont connus et leurs conclusions reposent sur des lois physiques que l'on ne peut ignorer. Le dérèglement climatique n'est pas le fruit d'une surprise, mais résulte d'un manque d'anticipation des politiques publiques. Trop souvent, celles-ci ont privilégié la rentabilité du capital au détriment de la préservation de l'environnement, retardant ainsi la mise en œuvre de mesures efficaces pour lutter contre la crise climatique. Cette absence de vision stratégique au cours des dernières décennies a largement contribué à l'aggravation des enjeux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Dans ce contexte, le gaz est le coupable idéal pour justifier des choix politiques passés qui n'ont pas anticipé les enjeux de souveraineté, de sécurité d'approvisionnement et de transition écologique. Nous avons encore les moyens d'agir, mais cela suppose d'écouter les experts et de construire une stratégie énergétique cohérente. Aller dans toutes les directions sans vision ni coordination rendra toute adaptation impossible. Dans ce cadre, le développement du gaz vert est une nécessité. Les industriels ont investi pour réduire l'empreinte carbone, améliorer les chaudières et développer les unités de biométhane performante. Ces efforts permettent aujourd'hui de produire une énergie renouvelable en constante amélioration, avec un impact environnemental maîtrisé, ce qui n'est pas toujours le cas d'autres solutions lorsque l'on considère l'ensemble de leur cycle de vie.

Les injonctions de la CRE

Les gestionnaires de réseaux gaziers portent aujourd'hui la troisième révolution gazière : celle du passage du gaz naturel aux gaz renouvelables. Il serait donc incompréhensible que GRDF renonce à cette mission stratégique en appliquant les injonctions de la CRE visant à limiter sa capacité de communication sur cette transformation. Alors que l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie était censée favoriser une baisse des prix au bénéfice des consommateurs, la CRE devrait prioritairement veiller à l'atteinte de cet objectif. C'est d'ailleurs dans cet esprit que la FNME-CGT s'est associée au manifeste. Si nous sommes critiques à l'égard du projet d'entreprise de GRDF, nous soutenons pleinement un projet d'avenir fondé sur la décarbonation et le développement des gaz renouvelables et sur ce point nous sommes aux côtés de GRDF pour défendre cette composante indispensable du mix énergétique de demain.

Conclusion

La FNME-CGT demande une révision urgente de cette orientation. La transition énergétique doit s'appuyer sur un mix équilibré, préserver la sécurité d'approvisionnement et intégrer pleinement le rôle du gaz, notamment renouvelable, dans une stratégie cohérente et réaliste.